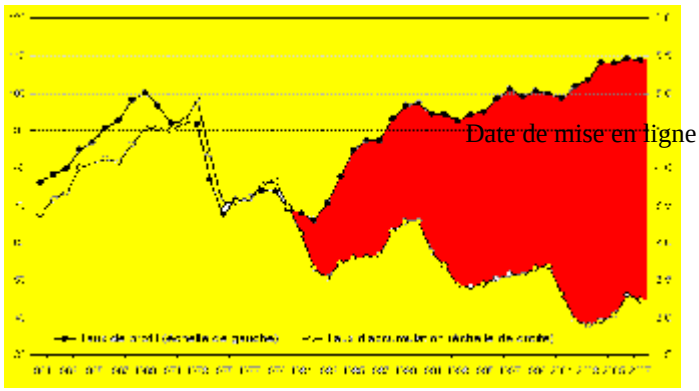
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/De-quelle-crise-parle-t-on

De quelle crise parle-t-on ?

- Vie politique -



Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Cet automne, la crise financière était dans toutes les bouches, et pour cause ! L'ampleur d'une telle crise interroge notre avenir, celui de nos proches, de nos enfants, celui du pays, de la planète. Et pourtant, depuis le temps que les capitalistes et leurs représentants au gouvernement nous serrent la ceinture, la valse des milliards qui étaient introuvables pour la santé, les retraites, les salaires, les collectivités étranglées et j'en passe, a été orchestrée sous nos yeux, presque irréelle. Ainsi donc, il y aurait les moyens pour les banques et les financiers, ces capitalistes en cols blancs, escrocs des temps modernes, et il n'y en aurait pas pour satisfaire les besoins de la population, des travailleurs, des retraités et des chômeurs ?

Un hold-up à grande échelle

Selon la Commission européenne, la part des salaires dans le produit intérieur brut (chiffre qui traduit les richesses produites par un pays) a chuté de 9,3 % en France entre 1983 et 2006. C'est le Capital qui a récupéré cet argent qui, il y a peu, allait encore à la Sécurité sociale, aux retraites, au pouvoir d'achat, aux salaires des chômeurs d'aujourd'hui, aux services publics... Pour la France, ce transfert de richesses se monte entre 120 et 170 milliards d'euros par an !! En prenant l'hypothèse basse, cela représente plus de dix fois le "déficit" de la Sécu (12 Mds d'euros), une vingtaine de fois celui des retraites (4,6 Mds d'euros). Au passage, on remarquera que les gouvernements dits de "gauche" ont largement contribué à ce transfert : souvenons-nous notamment de la CSG créée par le PS et qui a été la première mesure à reporter le financement de la Sécu de la part socialisée du salaire (appelée "charge" par les capitalistes) sur la part perçue par le salarié.

Copyright © Le Vénissian

"La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'a pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années". Ces lignes sont extraites d'un document de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), institution qui réunit chaque mois en Suisse les banquiers centraux pour "coordonner les politiques monétaires". Ce constat est aujourd'hui unanimement partagé... sauf chez ceux qui continuent de nous renvoyer vers de fausses solutions, comme par exemple celle de "l'Europe sociale".

Un système obscène

En réalité, cette crise ne fait pas souffrir les capitalistes, car ce qui caractérise le système capitaliste, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour certains capitalistes, on peut même dire que ce genre de crise est une aubaine pour augmenter la surexploitation des autres. Ceux qui souffrent, ce sont les prolétaires des temps modernes : les salariés, les chômeurs, les précaires sur qui on fait peser tout le poids de la crise et qui vont devoir payer ces milliards.

Il est bon de rappeler cette citation de Karl Marx : *« Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. A 20%, il devient enthousiaste. A 50%, il est téméraire ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime »* [1]. Il s'agit donc de la logique d'un système qui se nourrit de la crise et de la misère des autres : contrairement à ce que certains répandent, il ne tombera pas de lui-même. Pour cela, il est indispensable de reconstruire un parti communiste solide qui préconise l'expropriation des capitalistes dans les principaux secteurs de l'économie (banques, industries, services) et le (re)développement d'importants services

Copyright © Le Vénissian

publics.

Post-scriptum :

Enièmes cadeaux aux capitalistes

Le livret A et l'épargne populaire ont une vocation : produire des biens d'intérêt général. Les fonds déposés par l'ensemble des citoyens sur leurs livrets sont actuellement centralisés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui, sous la forme de prêts à très long terme -jusqu'à 60 ans- et à bas taux, permettent de financer le logement social, mais aussi les hôpitaux ou les transports en commun.

Avec la réforme qui met fin au monopole de la Poste et la Caisse d'épargne, le gouvernement livre aux banques privées une partie de ces fonds. Fin octobre 2008, 132,8 milliards d'euros étaient déposés sur le livret A.

L'essentiel du pactole devant être réinjecté dans l'économie "réelle" ou utilisé à des fins écologiques, restent 15% des sommes qui ne seront pas remises à la Caisse des dépôts l'an prochain, puis 10% les années suivantes, sommes que les banques pourront donc utiliser comme bon leur semble. Sans oublier la commission de 0,6% que leur versera la Caisse, en contrepartie de la collecte des fonds. Le total du cadeau se monte donc à plus de 20 milliards la première année et 13 Mds les années suivantes... sans aucune garantie contre la spéculation.

A cela, viennent s'ajouter, selon la dernière annonce de l'homme de main du Medef, 28 Mds et non 8 Mds, d'exonération de taxe professionnelle en 2010 pour les patrons : la crise ne sera pas pour eux. Faites vos comptes, cela se traduira soit par des hausses d'impôts locaux, soit par des baisses de services rendus. Faudra-t-il désormais collecter ses poubelles ?

---

[1] (Le Capital, chapitre 22)

Copyright © Le Vénissian